

M 04249-3-F-1,20 €



La conférence de la **Gauche anticapitaliste européenne** a permis, à Strasbourg, de faire entendre une autre voix à gauche.
ÉCHOS DU NPAPAGE 11



La grève générale en Guadeloupe a connu un véritable **black-out médiatique**, qu'il est temps d'analyser.
CULTURE & MÉDIAS PAGE 9



Alors que Sarkozy se fait le VRP du **nucléaire**, il est urgent de combattre un modèle énergétique suicidaire.
ARGUMENTS PAGES 6 & 7

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

9 AVRIL 2009 | N°3 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS



Un peu partout, se pose la même question : comment continuer, comment faire céder le gouvernement et le patronat, sur quoi se battre exactement?



Les attaques sont tellement nombreuses qu'il peut paraître difficile de trouver par quel bout riposter. Par ailleurs, les directions syndicales ne font rien pour donner des objectifs concrets de lutte. Nous avons besoin d'une plateforme revendicative claire, qui donne des perspectives immédiates aux luttes en cours et qui permette d'unifier l'ensemble du monde du travail. En Guadeloupe, le LKP a ainsi réussi à formuler une liste précise de revendications populaires. La lutte contre « la vie chère » et contre les licenciements préoccupe tout le monde. La revendication pour l'augmentation de tous les revenus de 300 euros net permet à l'ensemble des salariés, des petites boîtes du privé aux grandes entreprises publiques, de s'y retrouver, mais aussi aux chômeurs,

aux retraités, aux allocataires des minima sociaux, etc. Cette revendication nécessite d'aller récupérer l'argent des stock-options, des rémunérations faramineuses et des parachutes dorés. Selon l'Insee, la progression du pouvoir d'achat d'un patron a été de 68% entre 1998 à 2006... contre 5% pour un salarié. En matière de licenciement, pas d'ambiguïté : l'heure est à l'interdiction. L'isolement et l'éparpillement des luttes laissent les travailleurs désemparés, souvent contraints de se battre pour minimiser le nombre de pertes d'emplois ou pour obtenir des « indemnités » de licenciement. L'interdiction des licenciements peut permettre d'unifier toutes les luttes en cours sur le sujet. Cela nécessite de s'en prendre directement au pouvoir dont les patrons disposent en tant que propriétaires des moyens de production.

Ces deux axes sont essentiels : ils impliquent d'emblée que, pour satisfaire ces revendications, il faut s'attaquer à la logique de ce système, la recherche du profit. Ce qui est en jeu, c'est la répartition des richesses, le contrôle de ce que nous produisons en tant que travailleuses et travailleurs. Se battre sur ces deux objectifs précis ne veut pas dire qu'il faut « abandonner » les autres fronts de lutte (enseignants-chercheurs, services publics, sans-papiers, etc.). Mais il faut trouver l'axe par lequel la plus grande partie de la population peut se retrouver pour lutter, ce qui serait le meilleur moyen d'inverser le rapport de forces et, justement, de permettre à toutes nos revendications de se faire entendre.

Basile Pot

SOMMET DE L'OTAN MASCARADE GUERRIÈRE

Le sommet de l'Otan des 3 et 4 avril à Strasbourg a été sans surprise, du point de vue de la nouvelle offensive diplomatique et militaire des Etats-Unis, soutenue par une propagande officielle subjuguée par Obama. Le renforcement des troupes impérialistes en Afghanistan a fait l'unanimité. Malgré cela, Obama se présente en champion de la paix et du désarmement. Par ailleurs, les forces policières occupant Strasbourg ont multiplié les intimidations, provocations et agressions pour tenter d'empêcher la contestation de s'exprimer. **LIRE PAGE 8**

STRASBOURG EN ÉTAT DE SIÈGE



ÉVALUATION CM2 MISE EN CONCURRENCE

Pour le ministère de l'Éducation nationale, les évaluations CE1 et CM2 ont pour finalité de « disposer d'un instrument de pilotage du système éducatif, du niveau local de l'école jusqu'au niveau national ». Une finalité qui, mise

en regard avec l'actuelle réforme de l'école primaire, permet de comprendre qu'il s'agit avant tout de mettre en concurrence les écoles et de déréglementer le service public d'éducation. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 4**

LOI SUR INTERNET CULTURE ET DROITS BAFOUÉS

Le texte « Protection de la création sur Internet » (loi « Hadopi ») a été adopté jeudi 2 avril, au terme d'un long « débat » à l'Assemblée. Ce texte, dangereux, soulève de nombreuses questions, au niveau des droits d'auteur et des libertés individuelles. Une loi qui piétine nos droits et qui frappe la culture de plein fouet ne doit pas passer en silence. N'esquivons pas le débat, la culture et la création sont menacées, parlons de l'Hadopi et de ce qu'il va nous en coûter. Surveiller et punir : deux verbes qui vont nous ruiner. **LIRE PAGE 10**

Par **Catherine Stotzky**

MANIFESTATION RÉPRIMÉE

Tous les médias ont relayé les violences ayant eu lieu lors de la manifestation du 4 avril à

Strasbourg, contre l'Otan. Mais bien peu ont pris la mesure de l'exceptionnelle violence policière qui s'est abattue sur les manifestants. Tout au long d'un défilé chaotique, qui avançait au fil des charges policières et des changements de parcours imposés, nous avons été aspergés de gaz lacrymogènes à plusieurs reprises. Plus grave, 150 manifestants au moins ont été blessés, notamment par des tirs de flash-balls ou de grenades lacrymogènes. Il est particulièrement malhonnête de la part de Sarkozy ou de la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, de justifier ces exactions policières par le vandalisme des black-blocs. Certes, ces groupes ont procédé à une violence imbécile, et ils ont dévasté un quartier populaire, alors que le centre-ville de Strasbourg restait bien protégé. Mais, lorsque les membres du black-bloc ont attaqué par exemple les locaux de La Poste, sous les huées des manifestants, où se trouvaient alors les milliers de policiers surarmés? Ils préféreraient coincer la totalité de la manifestation dans une souricière, nous imposant une cohabitation forcée avec les black-blocs. Le prétexte était alors facile, pour attaquer l'ensemble des manifestants, avec une rare violence. Des grenades lacrymogènes et des flash-balls ont été tirés dans le cortège clairement identifié NPA. Des manifestants défilant les mains en l'air ont été touchés. Il s'agissait bien de terroriser les manifestants venus exprimer leur opposition à la politique impérialiste et meurtrière de l'Otan.

D'une manière plus générale, c'est le droit de manifester qui est remis en cause: les événements de Strasbourg ne sont pas un simple dérapage. Le même jour, une manifestation en Corse était réprimée avec la même violence. Face à un climat social qui s'alourdit chaque jour de la colère des salariés, le gouvernement compte sur la répression pour éviter la révolte. Soyons nombreux et

10 AVRIL, BELVÈS, NPA. Réunion publique, vendredi 10 avril, 20h30, salle de la mairie.

10 AVRIL, ANGERS, NPA. Réunion publique «Quartiers populaires: état d'urgence sociale!», avec Omar Slaouti (tête de liste en Ile-de-France aux élections européennes), vendredi 10 avril, 20h30, salle du Doyenné (56, boulevard du Doyenné, près du Chabada), rens.: <http://npa49.free.fr>

11 AVRIL, COLOMBES, LA POSTE. Fête de soutien aux postiers grévistes des Hauts-de-Seine, samedi 11 avril, de 20h jusqu'à l'aube, 11-13, rue Youri-Gagarine (école Ambroise-Paré).

14 AVRIL, CHÂTELLERAULT, NPA. Réunion publique du NPA, mardi 14 avril, 20h30, salle Camille-Pagé.

17 AVRIL, SAINT-NAZAIRE, RÉPRESSION. Concert de soutien aux inculpés du 29 janvier et du 19 mars, vendredi 17 avril, 18h-2h, salle Jacques-Brel, entrée libre, rens.: www.codelib.info

22 AVRIL, AUBENAS, NPA. Réunion publique, avec Raoul Marc Jennar (tête de liste du NPA aux élections européennes pour la région Sud-Est), mercredi 22 avril, 20h, espace Combegayre (18, avenue de Sierre).

22 AVRIL, PARIS, MUMIA. Rassemblement pour sauver Mumia Abu Jamal (lire p. 8), mercredi 22 avril, 18h, place de la Concorde.

28 AVRIL, MENDE, NPA. Réunion publique, avec Myriam Martin (tête de liste aux élections européennes, région Sud-Ouest), mardi 28 avril, 20h30, salle de la Chicannette.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Christian Nguyen (JMB)

LE PRINTEMPS DES SERVICES PUBLICS

Engagé dès l'origine dans la Convergence des collectifs de défense et de développement du service public, Christian Nguyen, tête de liste NPA aux européennes en région Centre, appelle à soutenir la campagne «Printemps des luttes pour le service public».

Quand on parle des services publics, il devient franchement difficile de trouver quelqu'un pour les contester en bloc. Même le gouvernement adore le service public! A tel point qu'il voudrait les «moderniser», ce qui veut dire, en langage décodé, privatiser ce qui est rentable et laisser le reste à la charge de la collectivité. L'enjeu est de taille, surtout dans une conjoncture mondiale où les populations diminuent leur consommation pour ne préserver que l'essentiel, le vital. Au-delà de l'aspect mercantile du grand patronat, qui consiste à voir dans les secteurs publics ouverts à la concurrence un nouveau marché jusque-là protégé, il y a une raison encore plus abjecte, celle qui consisterait à détenir le monopole de la vente de services dont les gens ne peuvent pas se passer. L'accès à l'énergie, à la santé, à la communication, aux transports et à l'éducation, par exemple, est vital pour toute société; empêcher quiconque d'en bénéficier sous prétexte qu'il ne peut le payer est inconcevable. C'est pourtant ce qui se fait. Toutes les mesures visant à offrir des pans de services publics aux entreprises privées ont conduit à augmenter la participation financière des usagers transformés en clients. Il n'est pas rare de voir des familles renoncer à des soins, faute de pouvoir se payer une mutuelle capable de compenser ce qui n'est plus pris en charge collectivement. Dans cette période de crise, qui va malheureusement durer, certains nous reparent de protectionnisme, opposant alors les peuples entre eux. Moi, je pense qu'il faudrait effectivement parler de protectionnisme, mais de protectionnisme social, celui qui donnera le même accès à l'eau, aux soins ou à l'alimentation, que l'on habite à Neuilly, Varsovie ou Mogadiscio. Nous avons besoin d'un véritable choix de société, et non d'un simple pragmatisme comptable, comme le claironne le gouvernement à longueur de journée en agitant le chiffon rouge du déficit public, à l'heure où les «grands de ce monde» ont fait sortir 1000 milliards de dollars de leur chapeau. Ceux qui traitent le service public d'archaïque devraient comprendre qu'il est au contraire très adapté, et même une des solutions à la crise. Les citoyens et les citoyennes qui sont mobilisés pour défendre leur hôpital, maternité, université, classe élémentaire, bureau de poste ou voie de chemin de fer – et si possible avec des arrêts en gare –, savent

que le service public est un rempart face à la crise du système capitaliste et que leur vie serait encore plus difficile sans la proximité et l'égalité de traitement.

Alors, si nous sommes si nombreux à le penser, pourquoi n'arrivons-nous pas à globaliser nos luttes? C'est pour cela que je participe à la Convergence des collectifs de défense et de développement du service public, qui tisse des liens avec ténacité. Depuis sa création à Guéret, en 2005, les choses ont fait boule de neige et avancé sur des points capitaux, quand on s'intéresse un tant soit peu à la volonté de travailler à une réelle unité. Tout d'abord, en affirmant que les secteurs sont attaqués selon une même cohérence politique, en gros, la réforme générale des politiques publiques (RGPP). Ensuite, en aidant à la mise en place de collectifs locaux associant des citoyens, des élus et des organisations syndicales, politiques et associatives, seule solution pour combattre efficacement, dont l'illustration pratique a été donnée dernièrement en Guadeloupe par le LKP.

Mais l'unité n'est pas toujours chose aisée, surtout dans la durée. S'il n'est pas rare, localement, de voir des luttes converger y compris entre le privé et le public, les choses sont, nationalement, beaucoup plus compliquées, et souvent limitées à l'addition de noms d'organisations sur le papier, qu'on ne voit que trop rarement sur le terrain. C'est pour cela, après les mobilisations des 29 janvier et 19 mars et avec la perspective du 1^{er} Mai (dont les revendications associent le privé et le public), que la Convergence appelle à un «Printemps des luttes pour le service public», dans la continuité de la campagne «Le service public est notre richesse». Elle voit déjà converger d'autres campagnes, comme celle contre la loi Bachelot, celle du collectif contre la privatisation de La Poste, et bientôt peut-être celle de «L'appel des appels». Ce printemps sera ce que nous en ferons, une médiocre copie de l'hiver avec quelques degrés en plus, ou les prémices d'un été chaud et revigorant.





CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES LA PRIME À L'IMMOBILISME

Les confédérations syndicales attendent le 1^{er} Mai, nouvelle journée de mobilisation.



Paris, le 19 mars. Carré de tête de la manifestation interprofessionnelle. (JMB)

L Le 30 mars, les confédérations syndicales se sont de nouveau rencontrées. De nombreux salariés, de très nombreuses équipes syndicales attendaient avec impatience les résultats de cette rencontre. C'est qu'au soir du 19 mars, ils avaient ressenti une immense colère face au dédain avec lequel les « fauteurs de crise » (Medef et gouvernement) les avaient traités. Justifiant les réformes antisociales pour les uns et les privilèges financiers pour les autres. Las, au lieu de perspectives allant crescendo faisant progresser la mobilisation et le rapport de forces, le communiqué des huit fixe comme horizon de « faire du 1^{er} Mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat ». C'est la montagne qui accouche d'une souris, comme l'ont fait savoir avec déception de nom-

breuses équipes syndicales. S'il n'est évidemment pas sans intérêt que les confédérations participent, ensemble, au 1^{er} Mai, il n'y a pas franchement de quoi inquiéter gouvernement et patronat, qui auront pu constater avec satisfaction que le 1^{er} Mai tombe un vendredi... ce qui, à l'évidence, ne laisse guère présager de possibles débordements. Certes, les confédérations annoncent qu'elles se rencontrent de nouveau le 27 avril, mais il n'y a maintenant plus guère d'illusion à avoir. Ce qui ressortira de cette rencontre ne sera toujours pas à la hauteur des enjeux. Les dirigeants des principales confédérations ont annoncé la couleur, il s'agit de gérer le mécontentement et la colère sur la durée, en évitant par-dessus tout les initiatives de la base ainsi que toute forme de politisation du mouvement (comme le montrent les attaques contre les militants anticapitalistes).

Après le 1^{er} Mai, viendra donc une nouvelle journée d'action, vraisemblablement le 1^{er} juillet si l'on garde le rythme d'une journée tous les deux mois : cette perspective résistera-t-elle au mécontentement de la « base » ? Rien n'est moins sûr. Les journées d'action érigées en stratégie ont montré leur inefficacité à maintes reprises. Elles résonnent même des dernières défaites du mouvement syndical : les retraites en 2003, la privatisation d'EDF et de GDF en 2004. Cette stratégie est mortifère, elle affaiblit les capacités de lutte des salariés, et elle instaure un peu plus de défiance des salariés vis-à-vis du syndicalisme. Les salariés et les équipes syndicales combattives ont donc peu à attendre de ces rencontres au sommet. Il n'y a maintenant pas d'autres solutions que de préparer la grève reconductible par la base, dans les entreprises, comme par exemple

à ERDF et GRDF (filiales d'EDF et de GDF-Suez), dans les localités, en travaillant chaque fois que c'est possible à la convergence des luttes. Les militants du NPA défendent becs et ongles cette orientation partout où ils en auront la possibilité. La crise économique et sociale sans précédent que subissent les salariés, et qui démontre l'échec du capitalisme, n'a pas modifié l'orientation d'accompagnement du libéralisme des principales organisations syndicales. Ce nouveau rendez-vous manqué le confirme hélas, celles-ci se donnent à l'évidence le rôle de régulateur social, là où elles devraient aider les salariés à imposer un autre type de société. La question de la transformation du mouvement syndical est plus que jamais d'actualité.

Yann Cochin

LUTTES ET DÉBATS L'APRÈS-19 MARS EN PRATIQUE

Tout le syndicalisme est traversé par des débats intenses sur l'absence de suites au 19 mars.

LES directions syndicales sont-elles coupées du salariat en attente de nouvelles perspectives, comme le laisse penser un sondage BVA d'après-19 mars ? Rarement, on aura vu une telle floraison de motions, d'appels, d'assemblées, exprimant inquiétude ou colère, avec des décisions locales passant aux actes. Mais un autre sondage Ifop montre aussi que, si les secteurs combatifs refusent d'attendre, une partie du salariat tourne maintenant son espoir vers le syndicalisme (57 % d'opinions positives globales, 60 % chez les ouvriers, 65 % pour les moins de 35 ans), y compris les jeunes. Les deux mouvements (colère des plus combatifs, espoir des secteurs « neufs ») ne se contredisent d'ailleurs pas.

La réunion nationale extraordinaire des structures CGT, le 1^{er} avril, a confirmé les critiques et le besoin de discussion. La secrétaire confédérale, Maryse Dumas, ne fait pas mystère du nombre élevé d'interpellations. Mais, parmi elles, les propositions concrètes sont difficiles à formuler et à faire converger pour s'imposer. S'il ne fait pas de doute qu'une partie de l'intersyndicale nationale ne veut absolument pas de confrontation, toute la question est de savoir comment exercer la meilleure pression sans diviser ou sans s'isoler. L'exigence de précision revendicative (le B-A-BA du syndicalisme) est, de ce point de vue, décisive. Mais même la CGT ne cherche pas à détacher, pour mener le débat, quelques revendications précises (que ses militants soutiennent souvent sur le terrain, comme les 200 euros). Elle s'en tient à une exigence de « négociation », mais sur quoi ? Seul le bureau national de Solidaires met en avant « cinq mesures d'urgence » (licenciements, salaires, services publics, fiscalité, statut salarial) et défend la « grève générale interprofessionnelle ». Car « ne pas la proposer [...], c'est faire en sorte qu'elle n'ait pas lieu ». Solidaires défend le « pluralisme » du débat syndical et appuie la construction de « collectifs » militants diversifiés. Pour autant, Solidaires reste dans l'intersyndicale. C'est décisif, alors que certaines structures se posent la question de l'efficacité de l'unité, y compris dans les rangs de la CGT.

Commencent à s'accumuler les dates d'actions locales unitaires : le 8 avril, au Havre et à Auxerre, le 14 avril, à Besançon, le 29, dans le Val-d'Oise. La CGT a d'ailleurs annoncé un mois d'avril très « occupé », laissant entendre que cela ferait pression pour une nouvelle grève courant mai. A Paris, l'assemblée des syndiqués CGT a discuté d'une initiative. D'autres secteurs estiment, au contraire, que l'échelon local est vain, car la réponse ne peut être que globale. Parce que, comme le dit Pascale Montel, des métaux CGT du Nord (*La Voix du Nord*, 5 avril) : « C'est aujourd'hui qu'on licencie, qu'on casse les tables, qu'il y a des pertes de salaires de 300 euros pour certains salariés. Ce n'est pas en se battant seuls qu'on peut gagner. »

Dominique Mezzi

et aussi

GAUCHE ET STOCK-OPTIONS. Les stock-options ont été conçus selon les principes de l'École de Chicago, célèbre pour ses choix monétaristes, son hostilité aux services publics et aux entreprises publiques, son soutien aux politiques économiques de Pinochet, son appui aux politiques de la Banque mondiale et du FMI de démantèlement des politiques publiques dans les pays en développement. L'exonération des charges sociales sur les stock-options a été voulue par Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Economie et des Finances, et décidée par le gouvernement de la gauche plurielle (PS-PCF-Verts). Cette politique a été poursuivie par Laurent Fabius dans le même gouvernement Jospin. En France, la valeur des stock-options représente entre 50 et 100% du salaire de base, ce qui dépasse les pratiques du monde anglo-saxon.

BESSON À LA PEINE (1). Lundi 30 mars, porte Dorée à Paris, le quartier est bouclé. A 12h35, Eric Besson, ministre de la chasse aux sans-papiers, et le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, ont dû piteusement quitter par la porte de service la Cité de l'immigration qu'ils étaient venus inaugurer, non sans provocation. A l'instant de prendre la parole, quelques

étudiants et intermittents du spectacle qui avaient réussi à s'infiltrer parmi les invités, les en ont empêchés aux cris de « Solidarité avec les sans-papiers ! » Victoire symbolique : la traque continue au rythme infernal de 80 reconduites à la frontière chaque jour...

BESSON À LA PEINE (2). Mais le ministre des expulsions conserve encore quelques amis. Y compris au PS. A commencer par Manuel Valls, qui l'avait invité à Evry (Essonne) pour un colloque sur le thème « L'immigration, facteur d'unité nationale ? » Et ce, à l'occasion – ça ne s'invente pas... – de la septième édition des « Rendez-vous de l'éthique ! » Une provocation qui ne pouvait laisser indifférents les antiracistes : 300 personnes ont manifesté sur le parvis de l'hôtel de ville d'Evry, à l'appel d'associatifs, de syndicalistes et de nombreuses organisations, dont le Réseau éducation sans frontières (RESF) et le Parti de gauche. Ainsi, naturellement, que le NPA. Mais aussi le Mouvement des jeunes socialistes...

ÇA MANQUE PAS D'AIR. « Besancenot en embuscade » : sous ce titre « alléchant », l'émission *C dans l'air* (France 5) du 31 mars a été le cadre d'un long procès politique contre le NPA et Olivier

Besancenot. Justice d'exception puisque, grâce au président-présentateur (Yves Calvi) et à ses invités, le procès fut entièrement à charge. Et, pour ne pas prendre de risques, en l'absence des accusés ! En effet, à l'exception d'un petit reportage donnant la parole à trois responsables du NPA, le reste de l'émission était un échange entre « spécialistes », compères mus par une même détestation du NPA et, plus généralement, des idées progressistes : Dominique Reynié (politologue), Renaud Dély (journaliste), Roland Cayrol (sondeur) et Stéphane Courtois (anticommuniste). Seule ombre au tableau pour cette discussion entre gens de bonne compagnie : périodiquement, Roland Cayrol se sentait obligé d'interrompre la litane de lieux communs – NPA « archaïque », « bolchevik », « allié objectif » de Sarkozy ; ses dirigeants « pas sincères », trop diplômés, sans propositions sérieuses, antidémocratiques car... « hostiles au marché » – par quelques résultats sondagers soulignant... la popularité d'Olivier Besancenot et du NPA, notamment dans les couches populaires. De quoi les faire enrager !





ÉVALUATION CM2

SUITE DE LA PAGE 1

Les évaluations CM2 se sont déroulées au mois de janvier, leur analyse et les conditions de réalisation ont fait surgir, dès la fin de l'année 2008, les plus vives inquiétudes dans la communauté éducative. Tous les exercices proposés ne permettaient pas de savoir ce qui était réellement acquis ou non par les élèves. Pour chaque item, un seul exercice permettait de mesurer les différentes acquisitions. Deux tiers des exercices du domaine numérique faisaient intervenir des nombres décimaux alors que cet apprentissage ne commence qu'en CM1 et n'est souvent repris qu'au deuxième semestre du CM2, donc après janvier. Ces exercices ne permettaient donc pas de mesurer les réussites ou les échecs des élèves, à plus forte raison lorsque les notions à connaître n'ont pas encore été étudiées. Lors de la saisie, l'enseignant n'avait que deux choix possibles, réussite ou échec, 1 ou 0, ce qui ne laissait aucune place pour identifier les erreurs et pour comprendre les stratégies des élèves.

Afin de contrer cette mesure ministérielle, de nombreux enseignants ont refusé ces évaluations (pas d'interrogation sur les items non vus, pas de remontée, remontée partielle des résultats par des fiches de saisie proposées par les syndicats, communication orale auprès des familles, etc.). Ces actes de désobéissance ont valu à leurs auteurs de nombreuses pressions, directes ou indirectes, allant jusqu'à des convocations où il se sont vus intimer l'ordre de s'exécuter sous peine de retrait de fonction. Afin de gonfler les statistiques, le ministère n'a pas hésité à faire également pression sur les inspecteurs de circonscriptions afin qu'ils modifient le résultat des évaluations des écoles de leur secteur, légitimant leur opération par le fait que l'académie ou le département étaient classés dernier dans la remontée des résultats.

Le ministère vient de publier les résultats nationaux des évaluations de CM2. Les résultats seraient moins bons en mathématiques qu'en français. Mais comment analyser correctement une évaluation aussi peu fiable? Les programmes de mathématiques sont-ils inadaptés ou s'agit-il des difficultés des élèves à comprendre des notions non encore abordées en classe?

Les résultats sont publiés en ligne, il ne s'agit pour l'instant que d'un classement par académie, mais le ministère ne s'arrêtera pas là, afin de pouvoir montrer du doigt les écoles qui «travaillent si mal». Car une des finalités est bien d'en finir avec la liberté pédagogique en imposant dans chaque école et dans chaque classe, des apprentissages définis par en haut et calqués sur les nouveaux programmes fortement décriés.

Alors que se profilent les évaluations CE1, en mai, le ministère serait bien avisé de se souvenir de la contestation qu'ont fait naître les évaluations CM2. Car l'enjeu réel et ressenti par les enseignants est bien celui de limiter l'exercice de leur métier, de développer une culture du résultat et des chiffres pour

une meilleure concurrence des écoles publiques sur le modèle des entreprises privées, concurrence qui aura également pour conséquence le développement des établissements privés.

Nina Lehair



Paris, le 21 mars. Grévistes de l'intersyndicale SUD-CGT-FO-CNT devant le magasin de la place de la Bastille. (MIL0)

FNAC LA BASTILLE SE SOULÈVE

Les salariés de la Fnac se battent contre les suppressions d'emplois, en particulier au magasin de la Bastille, où 60 salariés sont menacés.

Comme Virgin Megastore, la Fnac est en pleine crise. Le 4 mars, l'enseigne a annoncé, dans le cadre d'un plan national, la suppression de 168 postes dans ses magasins parisiens et la fermeture de celui de la Bastille, spécialisé dans la musique et employant 60 salariés. Les partisans d'Hadopi (lire page 10) vous expliqueront que c'est encore la faute de méchants «pirates» qui «volent» la musique et qui tuent ainsi l'industrie du disque. En fait, cette fermeture, programmée depuis un moment, a lieu au moment où de larges dividendes sont versés aux actionnaires du groupe auquel appartient la Fnac, PPR (Pinault-Printemps-Redoute).

Le plan d'économie de 35 millions d'euros touche 400 postes en France, soit 3,4% des effectifs. Pour les salariés de la Fnac, c'est le résultat d'une politique d'abandon du disque, alors que 80% des clients achètent des produits culturels (disques, DVD, livres, etc.).

Les salariés des Fnac se sont mobilisés avec pétitions, grève et propositions diverses, mais rien n'y fait, la direction reste inflexible. Pour elle, la Fnac Bastille doit fermer, car, étant le magasin le plus petit, «sa surface de vente est insuffisante pour accueillir l'offre complète de la Fnac». La fermeture du seul grand disquaire de l'Est parisien est ressentie par les clients et les salariés comme une profonde injustice. Ce senti-

ment d'injustice a animé la cinquantaine de salariés de la Fnac et de Conforama (appartenant aussi au groupe PPR) qui, le 31 mars, ont bloqué le PDG de PPR, François-Henri Pinault, dans son taxi. Pendant près d'une heure, ils ont barré la rue avec des poubelles, immobilisant le véhicule du PDG et portant des banderoles «Actionnaires PPR: 420 millions d'euros, salariés Fnac: 400 postes supprimés. Non à la fermeture de la Fnac Bastille». Le PDG sortait d'une réunion du comité européen où il s'était dit «attentif» aux propositions. Mais, comme toujours, les salariés n'ont pas été entendus. Pendant que le commissaire de police faisait semblant de discuter avec les salariés, les forces de police en

profitaient pour foncer sur eux et sortir le PDG d'une situation bien embarrassante. La police se montre comme toujours particulièrement efficace pour se mettre au service des patrons.

Quoi qu'il en soit, les salariés maintiennent la pression. Les opérations de salariés en colère contre leurs patrons se multiplient ces dernières semaines. Les quatre dirigeants du groupe Caterpillar, le patron de Sony France ont en déjà fait les frais. Associations-nous aux salariés pour nous opposer fermement à ces licenciements qui n'ont d'autre but que de garantir les bonnes rémunérations des actionnaires.

Coralie Wawrzyniak

et aussi

VALEO CONTRE LES LICENCIEMENTS. Le groupe Valeo (sous-traitance automobile), qui réalise des bénéfices et paye grassement ses actionnaires (92 millions d'euros), se restructure et annonce des licenciements (5000 dans le monde et 1600 en France). Dans le même temps, son PDG, Thierry Morin s'en va en ouvrant son parachute doré de 3,2 millions d'euros.

Les dirigeants ont annoncé une perte de 207 millions en 2008. Or, il s'avère que 225 millions ont été provisionnés pour un «plan social». En fait, hors plan social, Valeo fait des bénéfices et se restructure pour en faire plus encore. L'Etat a participé au financement de la recherche et du développement du groupe à hauteur de 19 millions d'euros. Ces faits ont déclenché la colère des ouvriers. Ceux de Mondeville (480 emplois, près de Caen) ont bloqué l'usine deux jeudis de suite. Les ouvriers de Laval (450 emplois, Mayenne) sont partis en grève à 90% contre les licenciements. A Dijon, l'usine a été bloquée cinq jours. L'heure est à la préparation d'une grève sur toutes les usines du groupe.

GRÈVE SURPRISE CHEZ TOYOTA. Un ouvrier sur neuf est en grève sur le site de Toyota, à Onnaing, près de Valenciennes. L'action a démarré vendredi 3 avril, après que le PDG du site a affirmé qu'il préférerait crever plutôt que de payer à 100% les jours de chômage partiel. Or, sur une paie de 1 200 à 1 300 euros par mois, il faut compter 200 à 300 euros de moins pour deux semaines de chômage partiel en avril. Des cadres ont relayé ces propos auprès du personnel. Cela a commencé par le débrayage d'une soixantaine de personnes, puis de 100 (sur 900).

SEXISME. La chanson *Sale Pute* d'Orelsan, diffusée sur le Net, prône la haine, la violence, le viol, voire le meurtre, à l'égard des femmes. Cela n'empêche pas son auteur d'être invité au Printemps de Bourges. Des associations féministes se sont indignées et des concerts ont finalement été annulés. Cette histoire est révélatrice des reculs matériels et idéologiques que vivent les femmes aujourd'hui. Alors qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint, c'est la loi-cadre contre les violences faites aux femmes qu'il s'agit d'imposer.

CORSE. Samedi 4 avril, A Manca-NPA et son candidat d'ouverture, Alain Mosconi, ont rendu public, lors d'une conférence de presse à Bastia, les accords liant A Manca-NPA, le NPA et Alain Mosconi, en vue des élections européennes. Alain Mosconi a expliqué le sens de sa présence sur une liste anticapitaliste. Cette conférence de presse a permis d'officialiser l'existence d'un comité de soutien en Corse, qui témoigne d'une réelle dynamique, portée par les militants d'A Manca-NPA mais aussi par des patriotes progressistes, des syndicalistes, des militants culturels ainsi que des militants associatifs. Le comité compte déjà 150 membres et dispose d'un site Internet (www.cumpagni.org). La première réunion publique se déroulera dans le village de Canari (Cap corse), site de l'ancienne mine d'amiante où, au nom de la rentabilité, les capitalistes ont tué des ouvriers et empoisonné des centaines de familles corse.



et aussi



Montreuil, jeudi 2 avril. Près de 2000 personnes assistent au lancement de la campagne du NPA pour les européennes en Ile-de-France. (Milo)

EUROPÉENNES UN FRONT DE GAUCHE RÉDUIT

Le « front de gauche » n'a finalement que le PCF et le Parti de gauche comme composantes.

Le paysage électoral pour les européennes de juin se dessine peu à peu. Le « front de gauche » ne sera finalement constitué que du PCF, du Parti de gauche (PG) dirigé par Jean-Luc Mélenchon et de quelques dizaines de camarades issus du courant « Unir » de l'ex-LCR. Les discussions unitaires avec le MRC de Chevènement, les Alternatifs, Lutte ouvrière ou le NPA, ont toutes échoué. En guise d'explication, les responsables du « front de gauche » fustigent l'esprit de « boutique » et l'irresponsabilité qui animeraient les partenaires pressentis. La gauche radicale serait partagée en deux : d'un côté, les unitaires, raisonnables, qui veulent un débouché politique aux luttes ;

d'autre, les sectaires, qui ne pensent qu'à leurs intérêts d'appareil... Mais la réalité est plus complexe. Notre proposition unitaire – refusée par le PCF et le PG – visait à nous rassembler de façon durable, dans la rue et dans les urnes, sur la base d'un plan d'urgence anticapitaliste et antiproduktiviste. La situation nécessite plus qu'un « coup électoral » (expression de Mélenchon). Il s'agit de renouveler radicalement l'offre politique, de défendre un programme politique inédit, jamais mis en œuvre. Hors de question pour le NPA de soulever des espoirs et de les voir mourir demain dans le réalisme de gestion. Si le NPA s'est constitué, c'est parce qu'il est animé d'une volonté farouche de changer durablement les rapports de forces au sein du monde du travail, en faveur d'une gauche radicale,

anticapitaliste et antiproduktiviste. Cet objectif politique est ambitieux. Il ne se résume pas à une élection. C'est pour cela que nous avons proposé, à tous les partenaires, une alliance durable qui aille au moins jusqu'aux régionales de mars 2010 et, pourquoi pas, au-delà. Pourquoi les dirigeants du PCF et du PG n'ont-ils pas répondu « banco » ? Silence radio. La raison inavouée, c'est de ne pas vouloir remettre en cause une collaboration, durable justement, avec les dirigeants socialistes, au sommet des grandes institutions, conseils régionaux, conseils généraux, mairies des grandes villes, gouvernement, où les équipes « Union de la gauche » mènent des politiques qui ressemblent souvent à s'y méprendre à celles de la droite. A trop vouloir laisser cette question essentielle dans

l'ombre, l'union PCF-PG n'a réussi à englober ni le MRC de Chevènement, qui veut rassembler toute la gauche – PS compris –, ni les Alternatifs et le NPA, qui prônent l'indépendance totale vis-à-vis du social-libéralisme. Ainsi, le périmètre du « front » est limité, malgré les artifices des dirigeants du PCF et du PG, qui essaient désespérément de faire croire que des pans entiers du NPA les rejoindraient. Nous ne tomberons pas, pour notre part, dans le petit jeu qui consisterait à comptabiliser les transfuges... Quant à notre campagne, elle sera dirigée contre Sarkozy, les capitalistes et ceux qui les servent. Pas contre le « front de gauche ».

Frédéric Borrás et Raoul Marc Jennar

SARKOZY AU G20 TOUT CHANGER POUR CONTINUER

Réunis à Londres, à l'abri de manifestants violemment réprimés par la police, les dirigeants du G20 se sont accordés pour affirmer une volonté commune... de continuer.

ON allait voir ce qu'on allait voir. Sarkozy s'affirmait même prêt à claquer la porte du sommet du G20 si ses exigences de « refondation du capitalisme », qu'il affirmait partagées par la chancelière allemande Angela Merkel, étaient ignorées par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne...

La comédie aura pris fin sans autre gloire que celle d'un décorum convenu, dans un communiqué commun sans consistance et une autosatisfaction affichée par tous ces prétendus maîtres du monde. Sarkozy s'est dit « heureux » d'un G20 qui « va au-delà de ce que nous pouvions imaginer ». Le patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a été encore plus enthousiaste.

Les paradis fiscaux ? Sarkozy aurait obtenu de haute lutte... la publication d'une liste noire, déjà connue de tous, chose à laquelle Obama en personne l'aurait aidé. La réglementation du système financier ? Des vœux pieux concernant les rémunérations des traders ou les hedge funds qui seraient réglementés et soumis à plus de transparence, comme l'intention en a été maintes fois affirmée par le passé. De l'esbroufe, à l'échelle internationale cette fois, mais à peu près du même tonneau que le décret pris par le gouvernement français pour limiter les bonus des patrons des entreprises renflouées par l'Etat.

Cela dit, les dirigeants du G20 se sont bel et bien entendus, au-delà de leurs intérêts particuliers et divergents, pour laisser croire qu'ils auraient la situation en main et agiraient ensemble pour lutter contre la crise. Mais leur volonté commune se borne à tenter d'éviter un effondrement du système en appliquant les mêmes recettes que celles qui ont conduit à la crise. Sarkozy se vante d'avoir contraint la Chine, mais c'est lui-même qui a fait allégeance à celle-ci en affirmant que le Tibet en était partie intégrante. Car la Chine, c'est 2000 milliards de dollars de réserves et le principal acheteur des titres de la dette américaine.

Le Fonds monétaire international sera doté d'un fonds qui pourra atteindre 1000 milliards de dollars afin de prévenir la faillite – prévisible et déjà effective pour certains – des Etats des pays émergents contre de nouveaux sacrifices imposés à leurs populations. Au même moment, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoyait une baisse de la production de 4 à 7% dans les pays du G20. Aux Etats-Unis, le secrétaire du Trésor annonçait un nouveau plan prévoyant le rachat par l'Etat des actifs toxiques des banques pour quelques centaines de milliards de dollars supplémentaires, et Obama sommat les dirigeants de General Motors, dont il vient de congédier le PDG, d'accélérer la restructuration du trust – et donc les licenciements – pour prétendre à de nouvelles aides de l'Etat. Le G20, un « tournant », comme l'a prétendu Obama ? Non, une démonstration de plus que les Etats des grandes puissances n'ont pas d'autre objectif que de sauver les profits et de faire payer la crise aux populations.

Galia Trépère



Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) et Marie-George Buffet (PCF). (JMB)

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE



- FANOUZ -

L'HISTOIRE du nucléaire, commencée par le largage de deux bombes sur la population japonaise, est jalonnée d'incidents, d'accidents et de catastrophes. La situation actuelle est celle d'une inflation de l'offre et de la demande mondiale pour le nucléaire civil, expression trompeuse car il a toujours été lié au nucléaire militaire.

La France, l'un des principaux promoteurs de cette production énergétique dans le monde, a mené une politique nucléaire dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cela nous a conduits à la surproduction actuelle et, corrélativement, à une faiblesse structurelle des énergies alternatives «douces». Ce secteur est depuis toujours le domaine réservé du chef de l'Etat. Les acteurs de cette politique sont principalement l'Etat français, Areva et ses partenaires. Les investissements sont colossaux et s'étalent sur plusieurs décennies. Or, Areva ne dispose plus de liquidités et son cours boursier baisse. Le nucléaire français a donc besoin d'argent frais et sa seule solution est d'augmenter la consommation électrique afin de placer de nouveaux réacteurs. On veut enfermer le débat sur l'énergie dans des termes techniques, alors qu'il s'agit avant tout d'une question démocratique et politique: quels choix industriels pour répondre à quels besoins, en donnant la priorité à la sobriété et aux économies d'énergie?

1 DU PROJET «MANHATTAN» À L'EPR

La mise en évidence de la fission nucléaire, au début de l'année 1939, et la certitude, trois ans plus tard, qu'une bombe était possible ont conduit le président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt, à rassembler les initiatives éparpillées en un seul projet, baptisé «Manhattan». Gadget, la première bombe expérimentale, explosa le 16 juillet 1945. Le 6 août, «Little Boy» était lâché sur Hiroshima et, le 9 août, «Fat Man» sur Nagasaki. 150 000 personnes ont été immédiatement carbonisées et des centaines de milliers d'autres grièvement et durablement blessées. L'ère du nucléaire s'ouvrait en ce milieu de xx^e siècle...

Dès le début, des bombes nucléaires ont été «perdues», des sous-marins à propulsion nucléaire ont coulé (environ une dizaine de naufrages connus) ou, comme récemment, se percutent. En 1979, à Three-Miles-Island (Pennsylvanie), un accident d'alimentation en eau amena rapidement à un cafouillage de très grande ampleur et la catastrophe fut évitée de justesse. Six ans plus tard, une caméra introduite dans la cuve montra qu'une grande partie du cœur de la centrale avait fondu. En 1986, la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) entraîna la fusion du cœur d'un réacteur et l'irradiation de centaines de milliers de personnes avec des conséquences dramatiques. Beaucoup ont développé toutes sortes de cancers rares et les survivants ne sont pas encore à ce jour décemment indemnisés. Plus près de nous, le site du Tricastin (Drôme) multiplie les incidents mettant en relief les manques de transparence et d'information.

NUCLEAIRE

Le gouvernement a annoncé le lancement d'un deuxième...
Un investissement dans une technologie dangereuse, qui m...

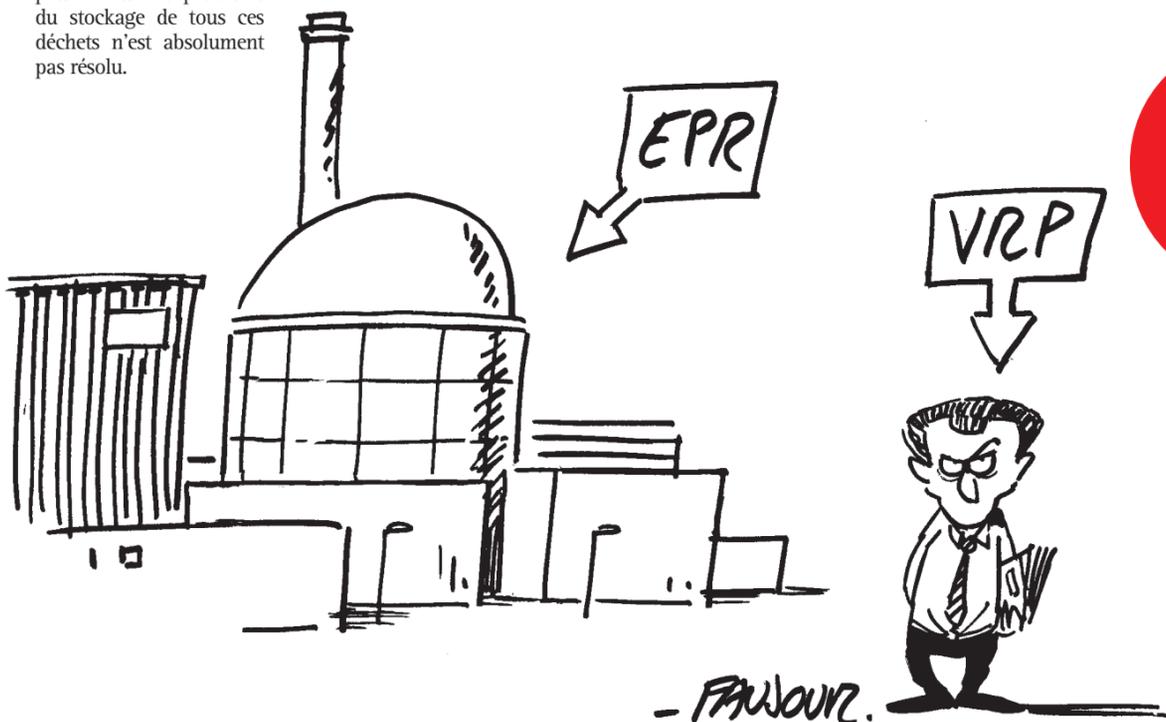


(Franck Houllatte)

2 DANGER MAXIMAL

Les dangers du nucléaire ne viennent pas seulement des aléas du transport ou du fonctionnement des réacteurs, mais aussi des irradiations et des contaminations par l'air, l'eau ou les aliments. Les effets sont plus ou moins néfastes selon les doses de radiation reçues, le type de rayonnement et le temps d'exposition. La particularité du nucléaire est de générer quantité de déchets radioactifs dont on ne sait que faire. Les blouses, masques, gants et chaussons sont des déchets, tout comme les filtres, les outils et le petit matériel. L'ensemble des déchets faiblement radioactifs représente, chaque année, 200 000 tonnes, soit un cube d'environ 60 mètres de côté.

Les déchets hautement radioactifs, extrêmement dangereux, représentent un cube de 20 mètres de côté. Il faudra y ajouter les gravats, ferrailles et autres tuyauteries provenant du démantèlement des centrales, sans oublier les quelque 50 millions de tonnes de résidus issues du traitement des minerais d'uranium, du temps où la France exploitait ses propres mines. Le problème du stockage de tous ces déchets n'est absolument pas résolu.



3 LES ALTERNATIVES EXISTENT

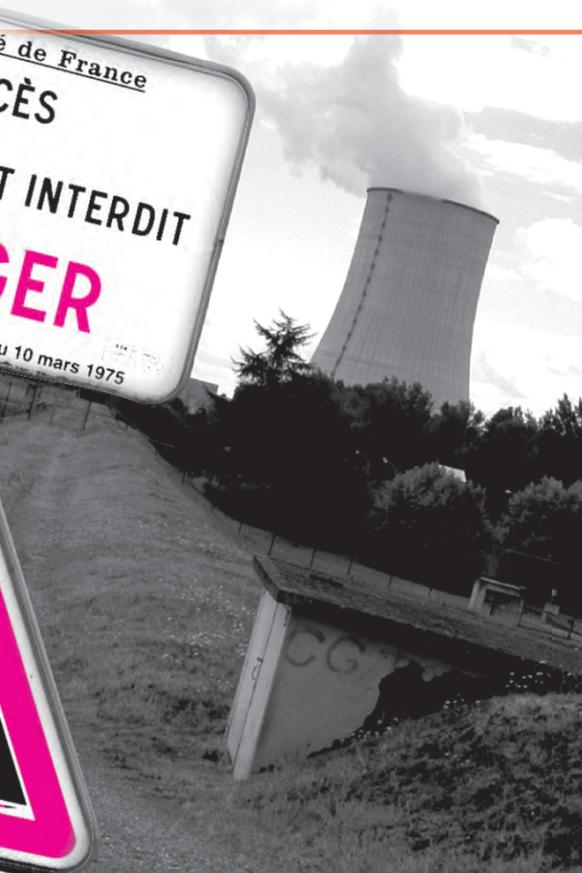
La France dépend fortement du pétrole et du nucléaire, deux formes d'énergie non pérennes. Aujourd'hui, il ne faut pas investir dans le nucléaire, mais, au contraire, préparer activement son remplacement. Cela nécessite d'investir massivement dans la recherche et la production d'énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse, cycle de l'eau, marées, géothermie, etc.).

La part de marché mondiale du nucléaire dans la production électrique va passer de 15% en 2006 à 13% en 2015 et 10% en 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Pourtant, la demande d'électricité ne va pas ralentir. Au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle va augmenter de 1,1% par an en moyenne entre 2006 et 2030, et autour de 4% pour les pays non membres. A la suite du protocole de Kyoto de 1997, l'Europe a décidé, en 2003, sur une idée d'Al Gore, de limiter la production de dioxyde de carbone (CO₂) par un système très libéral d'échange de droits à produire du CO₂ mis en application dès 2005. Depuis, les Bourses «vertes» fleurissent partout et on s'appuie encore sur l'économie de marché pour organiser cette diminution. Les industriels du nucléaire ont le culot de déclarer leur énergie propre car elle dégage peu de gaz à effet de serre. Mais cet avantage est loin de compenser les terribles dangers que cette énergie présente.

EAIRE

La folie

ème réacteur nucléaire EPR (à eau pressurisée).
qui ne correspond pas aux besoins d'énergie du futur.



4 LA FUSION, LEURRE ÉNERGÉTIQUE

La France accueille l'International Thermonuclear Experimental Reactor, l'Iter, un projet expérimental et international ayant pour but d'utiliser la fusion nucléaire comme énergie propre et durable. Il se situe à Cadarache (Bouches-du-Rhône), sur la plus active des failles sismiques. Ce projet est très coûteux et son succès est loin d'être assuré. Il s'agit de maîtriser un petit soleil à la surface de notre planète. Cela nécessite des matériaux de confinement (qui n'existent pas) pour un plasma à très haute température et un combustible, le tritium. Le tritium n'existe qu'à l'état de traces, et il faut le produire à des coûts exorbitants. Il est hautement pénétrant et augmente les risques d'accident grave du travail et aussi de prolifération nucléaire, car il est très recherché par les militaires pour doper les bombes H. Cependant le problème insurmontable est posé par les neutrons rapides qui irradieront les matériaux de l'enceinte de confinement qu'il faudra changer régulièrement. Il est donc faux de soutenir que la fusion ne générera pas de déchets radioactifs. Outre les crédits captés par l'iter qui pourraient servir au développement des énergies propres, si jamais le projet était mené à terme, ce serait trop tard pour répondre à la crise énergétique et climatique.

Les propositions du NPA

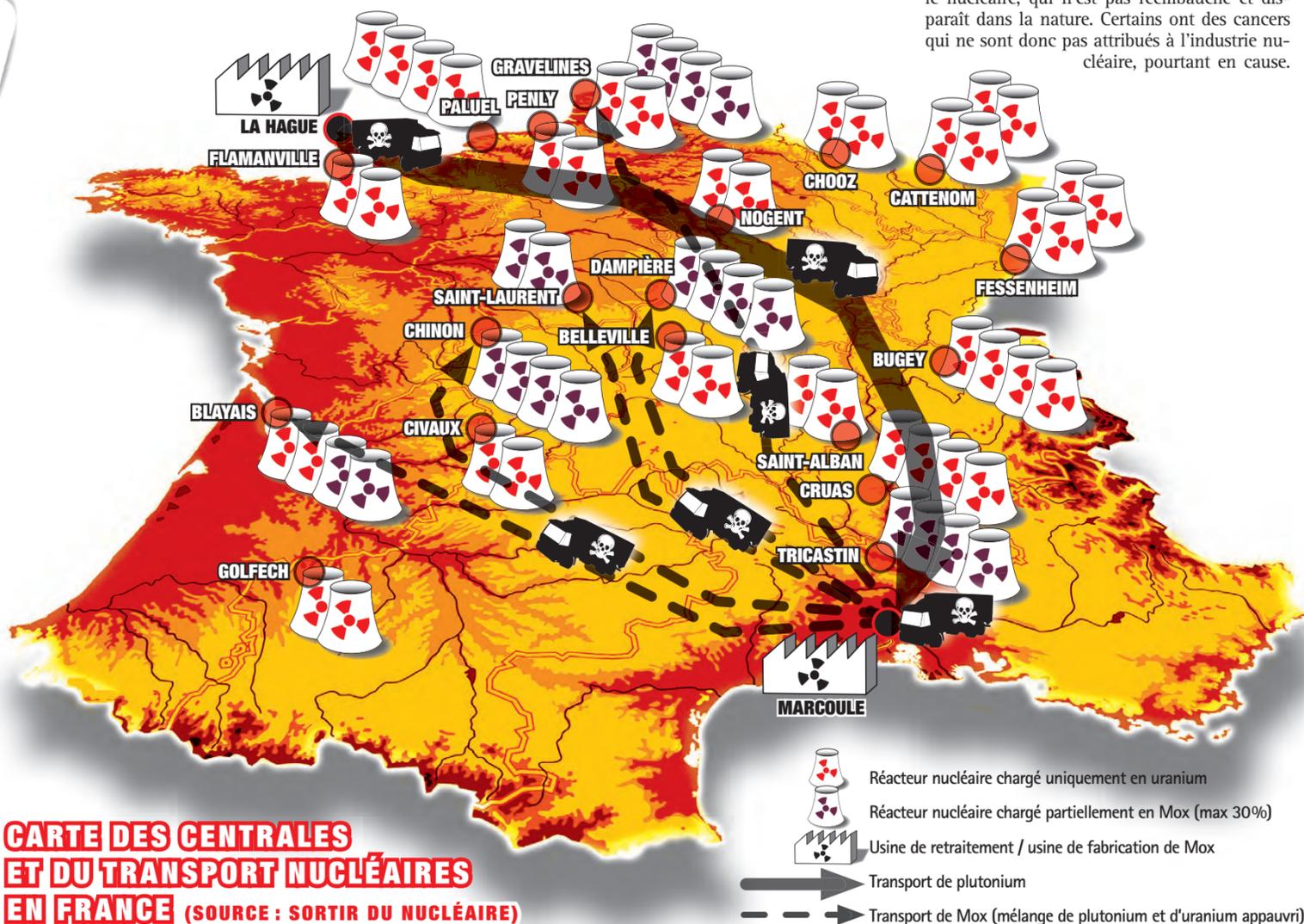
- **STOPPER TOUTE NOUVELLE CONSTRUCTION DE RÉACTEUR NUCLÉAIRE**, fermer la centrale de Fessenheim, promulguer une loi interdisant l'enfouissement des déchets nucléaires et supprimer le traité européen Euratom.
- **RENATIONALISER LES GRANDS ACTEURS DU SECTEUR PUBLIC DE L'ÉNERGIE** et réclamer un audit général sur le nucléaire. Le contrôle public sur ces grands groupes doit permettre d'investir en priorité dans les énergies propres, les économies et la sobriété énergétique. Il y a urgence, car on voit déjà fleurir des annonces de minicentrales nucléaires transportables, de quelques mètres cubes, en provenance des Etats-Unis, du Japon et aussi de la Russie (une centrale flottante).

5 LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS MÉPRISÉE

On constate plutôt un bon accueil des populations et des élus pour toute nouvelle implantation nucléaire. L'EPR de Flamanville en est un exemple. Tout récemment, 3000 communes se sont portées volontaires pour accueillir des déchets radioactifs (une commune sur douze). Mais 70% des Français se déclarent mal informés sur le nucléaire. A la mi-janvier, à l'appel de la CGT, la grève des personnels de conduite des centrales nucléaires d'EDF a provoqué une baisse de 10% de la production électrique française. Il s'agissait de réclamer la reprise du dialogue social. Souvent, de filiale en filiale et de sous-traitance en sous-traitance, les travaux les plus exposés à la radioactivité, comme le maniement du MOX (combustible constitué d'uranium et de plutonium), sont réalisés par du personnel intérimaire ne travaillant que quelque temps dans le nucléaire, qui n'est pas réembauché et disparaît dans la nature. Certains ont des cancers qui ne sont donc pas attribués à l'industrie nucléaire, pourtant en cause.

6 POUR UN VRAI SERVICE PUBLIC

Historiquement, EDF et GDF sont issus du Conseil national de la Résistance. Les changements de statut, la privatisation et la séparation de ces deux grands groupes puis la fusion de GDF avec Suez sont des absurdités libérales. Le gouvernement s'abrite aujourd'hui derrière des directives européennes pour refuser d'acter son échec: la concurrence n'a pas amené les baisses de prix annoncées. Les services rendus ont été dégradés et les solidarités liées au service public détruites. Il y a urgence à réinventer un service public de l'énergie radicalement transformé, qui permette de sortir du nucléaire, en s'appuyant sur des unités de productions localisées, et facilitant un contrôle par les salariés et les usagers.



CARTE DES CENTRALES ET DU TRANSPORT NUCLÉAIRES EN FRANCE (SOURCE : SORTIR DU NUCLÉAIRE)



ANTILLES LA BATAILLE CONTINUE

Après la signature des accords, en Martinique et en Guadeloupe, l'attention se concentre sur leur application et la préparation des états généraux pour l'outre-mer, convoqués par le gouvernement à partir du 15 avril.

EN Guadeloupe, les travailleurs et leurs syndicats sont en pleine action pour imposer l'application de l'accord Bino, signé le 26 février par six organisations patronales et touchant de 17000 à 20000 salariés. Plus de 45000 salariés sont de fait concernés, dans tous les secteurs d'activité, y compris dans des entreprises adhérentes au Medef qui, lui, refuse toujours de signer. Aussi la lutte continue. Environ 45 entreprises sont aujourd'hui encore en grève et tous les jours éclatent de nouveaux conflits. L'usine sucrière de Gardel, au Moule, n'est toujours pas en état de redémarrer et la coupe de la canne n'a même pas commencé car la Compagnie thermique du Moule (CTM) qui lui fournit son énergie est toujours en grève. A La Poste, chez Orange, dans les pharmacies, la grève reprend.

Comme prévu, le gouvernement, sous la dictée du Medef, remet en cause désormais directement l'accord Bino et s'apprête à le publier sérieusement amputé.

Selon le directeur général du Travail Jean-Denis Combrexelle, il devrait être en effet privé de son préambule parlant d'une «économie de plantation» et de son article 5, imputant aux employeurs les 200 euros d'augmentation de salaires «au terme du délai des aides de l'Etat (36 mois) et des collectivités locales (12 mois)». «C'est reparti pour beaucoup de grèves en Guadeloupe», a réagi Elie Domota, l'un des responsables du LKP.

C'est dans ces conditions que le gouvernement entend convoquer les états généraux en choisissant lui-même les thèmes des ateliers, les rapporteurs, les invités et en cherchant à en faire un moyen de diviser et de détruire le LKP en Guadeloupe ou le Collectif du 5 février en Martinique. Il est donc logique que les deux collectifs envisagent de ne pas y participer.

Le LKP a déclaré: «LKP refuse d'être la caution sociale, économique, politique et culturelle de Monsieur Sarkozy et de ses relais en Guadeloupe. [...] Nous déclarons que les états généraux du peuple guadeloupéen ont débuté depuis le 5 décembre 2008, que la plateforme de revendications en 146 points et dix thèmes constitue le début du vaste chantier sur l'état des lieux, le diagnostic de notre société en mal-développement, caractérisée par des inégalités basées sur une pvoftasyon qui perdure depuis plus de quatre cents ans.

Nous devons favoriser une réelle expression démocratique de tous les Guadeloupéens, respectant le droit du peuple guadeloupéen à se donner la forme et le calendrier d'émancipation qu'il désire. Seule la poursuite des luttes de masse, conduite par la classe des travailleurs conscients et organisés, fondée sur un programme né de ses propres besoins, aspirations et revendications, pourra répondre aux espérances du peuple.»

Alain Castan



Strasbourg, samedi 4 avril. Prises de parole avant le départ de la manifestation contre l'Otan. (TAOUS)

SOMMET DE L'OTAN MASCARADE GUERRIÈRE

Le sommet de Strasbourg, marqué par l'offensive de charme de Barack Obama, a permis de remobiliser les alliés de l'Otan en soutien à la politique guerrière des Etats-Unis.



Le sommet a décidé l'envoi de 5000 soldats supplémentaires en Afghanistan, en complément de l'augmentation de 17000 soldats déjà décidée par les Etats-Unis.

Nicolas Sarkozy, tout content de sa décision de réintégration de la France dans le commandement militaire de l'Otan, a fait de la surenchère: «Nous n'avons pas le droit de perdre [...] là-bas se joue une partie de la liberté du monde.» Et Angela Merkel rajoute: «L'Afghanistan est vraiment notre épreuve de vérité [...] une responsabilité historique.» Ils prétendent y «défendre des valeurs» alors que leurs hommes de main sont en train de faire passer une «nouvelle loi sur la famille afghane» qui consacre le statut d'infériorité de la femme

soumise à son mari au nom de la religion. Cette hypocrisie sert à justifier une guerre impérialiste qui détruit un pays et impose mille souffrances aux populations pour la défense des intérêts des multinationales.

La Croatie et l'Albanie ont été intégrées à l'Otan et la Géorgie et l'Ukraine ont «vocation» à le faire. On a réaffirmé que «l'Otan et la Russie ont des intérêts communs en matière de sécurité». Obama propose le dialogue à l'Iran tout en persistant dans sa volonté de construire en Pologne et en Tchèque un bouclier antimissile qui, dit-il, «perdrat sa raison d'être le jour où l'Iran cesserait de poser un risque nucléaire». D'un côté le dialogue, l'ouverture, la rupture avec la politique de Bush, la réouverture de discussions

avec la Russie sur le désarmement et la proclamation démagogique de vouloir un monde «sans armes nucléaires», de l'autre la guerre en Afghanistan, le renforcement des alliances militaires dans le cadre de l'Otan, les menaces contre l'Iran et la Corée. La nouvelle stratégie définie par Obama est bien une offensive des Etats-Unis pour maintenir leur leadership sur le monde. Les grandes puissances européennes joignent leurs voix à ce concert de duplicité pour justifier l'augmentation de leur engagement militaire et préserver les intérêts de leurs propres multinationales.

Cette duplicité était aussi dans la politique de la police française et allemande qui ont tout fait pour empêcher que puisse avoir lieu la manifestation démocratique

et internationaliste réunissant des manifestants venus de toute l'Europe. Derrière les hypocrites proclamations démocratiques, tout avait été fait pour provoquer les affrontements, pousser à bout tous ceux qui voulaient affirmer leur opposition à la politique des grandes puissances contre les peuples et ainsi donner à la propagande officielle le prétexte de se déchaîner contre les casseurs.

Malgré les provocations, la voix de ceux qui exigent le retrait des troupes impérialistes d'Irak et d'Afghanistan et militent pour le droit des peuples, contre la guerre et l'impérialisme, a su se faire entendre.

Yvan Lemaitre

et aussi

VICTOIRE EN POLOGNE. La menace d'une grève générale à partir du 7 avril, votée à 92% par les mineurs polonais de la Compagnie minière (65000 mineurs, 16 mines, la plus grande en Europe), a fait céder la direction. En fait, le 3 avril, c'est le gouvernement qui s'est résigné à donner son feu vert, rendant ainsi caduc le gel des salaires instauré dans les houillères il y a quelques mois. Après onze heures de négociations «de dernière chance», en présence des représentants du pouvoir, les mineurs ont obtenu une augmentation substantielle des salaires et primes diverses. La coalition des treize syndicats a levé l'appel à la grève générale. La satisfaction est énorme dans les mines, après plusieurs mois de négociations, grèves d'avertissement et manifestations infructueuses. Un comité réunissant syndicats et direction surveillera mensuellement la bonne exécution de l'accord. Les 50000 mineurs des autres mines paraissent vouloir suivre l'exemple.

CONTRE LA CRISE ET BERLUSCONI. Samedi 4 avril, deux millions de personnes ont manifesté à Rome à l'appel de la Cgil, le principal syndicat italien. Au centre des préoccupations: l'exigence de mesures sociales et d'un véritable plan anti-crise. Les manifestants portaient des banderoles proclamant «Contre la crise, défendons l'avenir» ou qualifiant Silvio Berlusconi de «nouveau Mussolini». La Cgil exige «une vraie table ronde [...] pour affronter la crise économique de façon sérieuse, ordonnée et cohérente». Son leader a affirmé: «il n'est pas juste qu'un manager gagne deux mille fois plus qu'un jeune apprenti ou un travailleur précaire» et exigé des mesures concernant «la politique industrielle, des investissements dans le Mezzogiorno [Sud défavorisé] et le blocage effectif des licenciements pour toute la durée de la crise». Alors même que le climat est plutôt à la désunion syndicale – seule la Cgil appelait à l'action –, le succès de cette manifestation témoigne de l'évolution de la situation en Italie et de la montée de l'exaspération sociale contre le patronat italien et le gouvernement Berlusconi.

PAS DE NOUVEAU PROCÈS POUR MUMIA. La Cour suprême des Etats-Unis a refusé, lundi 6 avril, la requête de Mumia Abu Jamal, qui demandait l'organisation d'un nouveau procès au motif que la sélection du jury qui l'a condamné à mort, en 1982, était raciste. Ex-journaliste et militant des Black Panthers, un mouvement révolutionnaire afro-américain formé en 1966 aux Etats-Unis, et aujourd'hui âgé de 54 ans, Mumia Abu Jamal a été condamné pour le meurtre, en 1981, du policier Daniel Faulkner. Dans le couloir de la mort en Pennsylvanie depuis 27 ans, il a toujours clamé son innocence. Un jugement en sa faveur avait été rendu en mars 2008, par une cour d'appel de Pennsylvanie qui avait annulé sa condamnation à mort. Mais cette cour n'avait pas remis en cause le jugement sur sa culpabilité et l'Etat de Pennsylvanie avait fait appel de cette décision devant la Cour suprême des Etats-Unis. Plus que jamais, le combat contre la peine de mort et pour Mumia continue!

LIVRES
LUMIÈRE POUR LES OUBLIÉS Yann Venner/
 EDITIONS LE CORMORAN
 (15 EUROS)

Voilà un livre alerte, plein de vie et d'humour, qui, sous forme d'un polar romancé, attire l'attention sur le sort des sans-papiers. Le roman se déroule à Lannion, petite ville des Côtes-d'Armor, où agit (dans la vie réelle) un comité de soutien aux sans-papiers (CSSP) particulièrement efficace. Ce livre est aussi un hommage rendu aux militants et sympathisants du CSSP, à l'ensemble des partis, syndicats, associations, humanitaires, caritatives, réseaux, et aux milliers de simples citoyens qui, dans cette petite sous-préfecture, ont œuvré pour sauver et préserver des dizaines de vies. Pour la « petite histoire », les Lannionais reconnaîtront sans peine certaines actrices et certains acteurs, ainsi que de nombreux faits marquants (dont le parrainage), les mobilisations « à l'arrache », les débats, la construction des « rapports de forces ».

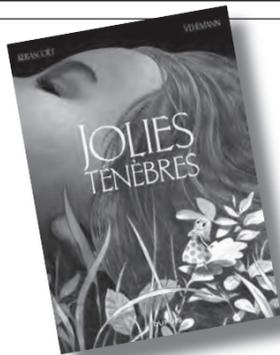
Le comité NPA de Lannion



MUSIQUE CLASSIQUE
B.A.C.H. IANAS ET TRANSCRIPTIONS David Bismuth/
 Bismuth/1 CD, AME SON, ASCP
 0815.

David Bismuth est un jeune pianiste qui a eu comme marraines de grand nom Anne Queffelec, Catherine Collard et Brigitte Engerer. Son dernier enregistrement, *B.A.C.H. ianas et transcriptions*, est conçu comme un hommage à Jean-Sébastien Bach, à travers le regard que d'autres compositeurs ont porté sur sa musique, de l'époque romantique à nos jours. Le travail de David Bismuth mélange des œuvres écrites par Bach pour diverses formations (orgue, flûte, orchestre) et transcrites pour le piano par Liszt, Saint-Saëns, Busoni, Kempf, avec des œuvres directement inspirées par la musique de Bach ou les quatre lettres de son nom. Il suffit d'écouter la Fugue sur le thème de B.A.C.H. op 60 n°2 de Schumann pour être totalement séduit.

Coda



BD
JOLIES TÉNÈBRES/ Kerascoët et Vehlmann/
 DUPUIS, 16 EUROS

Cela aurait pu être un conte de fée un peu mièvre, avec des couleurs pastel, des princesses, un prince charmant, des personnages fantasmagoriques et amusants. Mais la société miniature dont il est question dans cet ouvrage sort directement d'un cadavre abandonné dans une prairie. Livrés à eux-mêmes après la mort du corps qui les accueillait, ils essayent de survivre dans une nature hostile. Aurore, l'héroïne, tente de préserver cette petite communauté de bonshommes étonnants, de minimonstres et de personnages à tête de bébé. La force de l'album réside dans le contraste entre la naïveté affichée du propos et la dureté des situations affrontées par des personnages qui s'entre-déchirent peu à peu. Le petit monde merveilleux se transforme en cauchemar. Le prince charmant est volage, la princesse despotique, les animaux de la forêt ne rêvent que de dévorer ces petits personnages. Un récit étonnant et marquant.

Sylvain Pattieu



MUSIQUE
«PAUL'S BOUTIQUE: 20TH ANNIVERSARY REMASTERED EDITION» Beastie Boys/
 CAPITOL

Lors de la sortie, en 1989, de *Paul's Boutique*, le label Capitol vit la réception du disque comme un naufrage commercial, ce qui était fort décevant après *Licensed to ill*, sorti trois ans plus tôt et qui avait conquis le public rock avec *Fight for Your Right*. Le nouveau contexte du hip-hop n'est en effet guère favorable. Pourtant, le disque va progressivement gagner ses galons de classique souterrain et devenir le code secret des vrais amoureux des Beastie Boys. Au point d'oublier quasiment le fond de l'affaire: une rafale continue de titres saturés de funk et un peu de ZZ Top. A l'occasion de cette réédition patrimoniale en guise de mea culpa de Capitol, un double vinyle est même mis en boutique. Une façon de rentrer au musée discographique.

King Martov



www.laquadrature.net

Alors que l'Assemblée nationale a validé la sinistre loi «Hadopi» (lire page 10), un petit tour sur le site de la quadrature du Net regonfle le moral. Déjà, pour comprendre ce qui se passe: si le dossier explicatif de 42 pages est trop long pour vous, une synthèse en deux pages peut faire l'affaire. Et si c'est encore trop, tout se trouve résumé en quelques lignes. Les termes «Riposte graduée», «Cybercriminalité», etc., sont minutieusement décortiqués. Une grande partie du site donne des outils pratiques pour manifester son opposition à la loi «Hadopi». De quoi se mettre en marche contre les atteintes aux libertés sur Internet.

www.dailymotion.com

Des CRS «sauvageons», vous connaissez? Certes, c'est pas nouveau. Mais que ces forces du désordre se fassent filmer en train de caillasser des manifestants anti-Otan, le 4 avril à Strasbourg, ça vaut le coup d'œil. En tapant «Strasbourg CRS anti Otan» sur le site de Dailymotion, on accède à une vidéo imparable.

www.demosphere.eu

Bon, allez, c'est parisien, mais ça ne peut pas avoir que des défauts. Ce site concentre une grande partie des rendez-vous militants de la capitale et de sa proche banlieue. Peur de l'ennui ou envie de vous distraire? Laissez-vous faire... Tous les rendez-vous sont extrêmement bien documentés, tracts et carte de localisation à l'appui. On dit même qu'on y trouve quelques réunions du NPA...

MÉDIAS ET GUADELOUPE UNE VÉRITÉ BIEN ORDONNÉE

Comment le journal télévisé de France 2 a manipulé son public à propos du conflit guadeloupéen.

U Tout conflit social est un rapport de forces et, en tant que tel, la place du soutien ou du rejet par l'opinion y est prépondérante. Et qui semble mieux à même de façonner cette opinion que les médias de masse et, plus particulièrement, le journal télévisé? Regardons donc de plus près comment ceux de France 2, réputés plus neutres, ont traité la récente grève générale en Guadeloupe.

La toute première semaine du conflit (20 janvier-1^{er} février) a donné lieu, au vingt-heures, à 50 secondes de sujet en tout et pour tout, morcelées sur trois jours. Comparé au temps consacré à l'élection d'Obama ou à la tempête dans le Sud la même semaine... Malgré une équipe envoyée sur place, le 1^{er} février, on ne comptera, du 4 au 8, que 20 secondes de sujet, et ainsi de suite. La première étape est donc celle de l'«invisibilisation» médiatique: ne pas parler du mouvement pour ne pas le faire connaître, ni surtout ses revendications.

Et, quand on en parle, on en dit quoi? Qu'il y a une pénurie d'essence et des effets «dramatiques» pour l'industrie touristique. Les sujets montrent principalement des files d'attente aux stations-service. C'est seulement le 10, puis les 14 et 17 février, que sont évoquées les conditions de vie dans l'île. Mais qui cause ces désagréments? Ce sont des manifestants «intimidants» qui obligent les commerçants à fermer boutique. La mort de Jacques Robino, le 17 février, est l'occasion idéale de fustiger le groupe anonyme «des jeunes» qui se livre à la «guérilla urbaine» et au «pillage». Les grévistes seraient donc surtout des gens violents... Jamais on ne dira que le chômage touche 50% des 15-25 ans.

Mais il faut bien que quelque chose explique la durée et la popularité du mouvement. France 2 met alors en avant le contexte historique de l'île. L'anniversaire du massacre du 14 février 1952 est l'occasion de parler des «vieilles rancœurs» contre la métropole. Le terme reviendra plusieurs fois, sans jamais plus d'explications. Le 10 février, la parole est donnée à un Béké¹, qui s'insurge contre la survivance de ce terme, selon lui raciste. Finalement, le conflit n'est donc pas causé par une situation sociale désastreuse, dont on n'a pas parlé, mais bien par de vieux relents anti-métropolitains et anti-blancs. Là encore, les causes sont travesties.

A chaque nouvelle étape, un biais évite de parler des revendications et des causes réelles du conflit. En parallèle, tout est fait pour le décrédibiliser et souligner sa spécificité. Pourquoi un tel axe? Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, donne une partie de la réponse: «Ce qui se justifie à un endroit et pour un contexte particulier, c'est pas la même chose obligatoirement en métropole.» On ne sait jamais, cela pourrait donner des idées²...

Aurélien Smirnoff



1. Nom donné aux descendants de propriétaires blancs d'esclaves.
 2. A lire: Ugo Palheta et Julien Sergère: www.acrimed.org/article3088.html

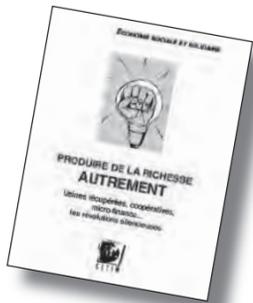


PRODUIRE DE LA RICHESSE AUTREMENT : USINES RÉCUPÉRÉES, COOPÉRATIVES, MICRO-FINANCE...

LES RÉVOLUTIONS SILENCIEUSES JULIE DUCHATEL ET FLORIAN ROCHAT (DIR) PUBLICETIM N°31

GENÈVE, OCTOBRE 2008, 171 PAGES, 6 EUROS.

l'essai



JULIE Duchatel et Florian Rochat présentent et discutent de riches expériences «d'économie sociale et solidaire» relevant de contextes différents. L'extrême hétérogénéité de ce «tiers secteur», ni privé ni public, est affrontée avec pour questionnement : en quoi ces expériences sont-elles «porteuses d'alternatives sociales», sont-elles condamnées à l'adaptation à un redoutable environnement qui leur fait perdre l'esprit initial? Quels pièges et illusions portent les replis localistes sans perspectives politiques ou encore la recherche de protections publiques au risque de l'institutionnalisation?

En soulevant ces questions, les auteurs ne prétendent faire ni un tableau exhaustif des expériences passées et présentes, ni avoir les réponses mais contribuent à ce qu'elles s'insèrent dans les débats politiques et stratégiques actuels que la crise en cours va radicaliser. Cette optique les a conduits à écarter de cette étude la nébuleuse des activités individuelles informelles ou les entreprises ayant totalement perdu l'esprit initial et ne se distinguant plus guère des entreprises à but lucratif. Deux caractéristiques ont été retenues dans la sélection des expériences : des activités autonomes et collectives impliquant un nombre relativement grand de personnes et organisées selon un principe égalitaire et une «conscience claire du caractère injuste du système et de son nécessaire dépassement». Les exemples les plus passionnants et articulés à des enjeux immédiats sont ancrés dans les populations les plus pauvres – notamment féminines – d'Amérique latine, Asie ou Afrique. Mais, sur des registres différents, les réflexions portées par les coopératives agricoles Longo Mai, l'analyse critique (à pousser) des expériences de micro-crédit ou celle de la multinationale issue des coopératives Mondrago, au Pays basque, ouvrent également des débats nécessaires.

Catherine Samary

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.labreche.com

LOI SUR INTERNET
LA CULTURE ET NOS DROITS BAFOUÉS

Présenté à l'Assemblée nationale le 10 mars et scellé jeudi 2 avril, le projet de loi «Création et Internet» (loi «Hadopi») annonce de très graves reculs des libertés sur Internet.

Défendue par le ministère de la Culture et inspirée par l'ancien PDG de la Fnac (quelle coïncidence!), la loi «Hadopi» modifie le code de la propriété intellectuelle, soit l'ensemble des textes qui permettent à un créateur d'être rémunéré de son invention et de son œuvre. La loi crée deux structures, toutes deux critiquables : la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) et la Commission de protection des droits (CPD). En mettant en œuvre la «riposte graduée» contre le partage d'œuvres sur Internet, l'Hadopi serait chargée d'analyser, sur les réseaux, les fichiers partagés par les internautes, de détecter les échanges des œuvres des multinationales de la culture, puis d'identifier par son adresse Internet le responsable et de le sanctionner progressivement (menaces puis coupure de la connexion Internet). En gros, ce sont 10000 mails, 3000 lettres recommandées et 1000 suspensions par jour. Ainsi mis en cause, le foyer serait alors inscrit sur une liste noire, à laquelle aucun fournisseur d'accès ne pourra plus proposer de connexion Internet pour toute la durée de la sanction.

Et en cas d'erreur? Rien à faire, ici la présomption d'innocence n'existe pas. La sanction est déclarée et les voies de recours sont quasi nulles, puisque c'est à vous de prouver que rien ne se passait d'illégal sur votre adresse IP! Comment faire? Installer ce fameux mouchard sur votre ordinateur, seul moyen de vous disculper. Mais ce logiciel espion, connecté à l'Hadopi, doit bien évidemment être activé en permanence. Et cela ne s'arrête pas là. Le principe du contrôle généralisé du Web par un filtrage imposé aux fournisseurs d'accès est désormais d'actualité. Le développement des outils techniques permettant le filtrage de la Toile est à l'étude. On labellise les sites qui offrent une information «officiellement fiable» et on censure les autres! La liberté d'expression sur Internet risque de devenir un lointain souvenir.

L'Assemblée a fait la sourde oreille à ces quelques députés qui ont souligné, des heures durant, les aberrations techniques, les nuisances économiques, les menaces pour le logiciel libre et les atteintes graves



- FAUSOUR -

aux droits qu'entraîne cette loi. Le rapporteur et la ministre n'y ont répondu que par la répétition mécanique de contrevérités ou de slogans creux. Le texte est passé en force, malgré les critiques formulées à tous les niveaux, que ce soit pour les libertés individuelles, par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil, gentiment écartée du processus), pour les droits fondamentaux, par le Parlement européen et le Conseil d'Etat, ou pour le bon fonctionnement des technologies de l'information, par les fournisseurs d'accès à Internet et même certaines multinationales comme Google!

Le collectif militant «La quadrature du Net», porté par Jérémie Zimmermann, organise la bataille contre le projet de loi au niveau national et européen depuis maintenant plus d'un an. Il ne compte pas s'arrêter là : «Nous sommes tous ensemble intervenus dans le débat, et nos arguments ont résonné en continu dans l'hémicycle, par la bouche de députés de tous les bancs, face au mur coupable des godillots de l'UMP. Nous devons continuer cette information de nos concitoyens et rester vigilants contre toute tentative de contrôle du Net. Quelle que soit la surdité du gouvernement, la raison et la justice finiront par triompher face à l'obscurantisme.» Après cet examen à sens unique à l'Assemblée, ce texte imprécis, absurde, dangereux et totalement inapplicable, sera négocié et finalisé par une commission mixte paritaire (CMP) et examiné en recours devant le Conseil constitutionnel. Parions qu'à nouveau, des voix s'élèveront pour rappeler à tous à quel point cette loi est li-

berticide et inutile pour la culture. C'est un leurre que d'imaginer cette dernière grandie par un tel texte. Ce projet n'apporte aucune nouvelle source de rémunération pour la culture. Comme avec la précédente loi DADVSI (qui reste elle aussi d'actualité puisqu'Hadopi ne fait que s'y ajouter), plutôt que de chercher à développer de nouveaux modèles économiques, les lobbies et le gouvernement envoient une bouée de sauvetage à l'industrie du disque, préférant criminaliser et réprimer les internautes.

Ne prenons-nous pas le problème à l'envers? Pourquoi ne pas continuer à partager les œuvres entre particuliers pour faciliter la promotion des artistes tout en réfléchissant à de nouveaux modes de rémunération mutualisés? Ici ou là, on évoque la licence globale comme une solution possible à envisager pour permettre une meilleure rémunération des auteurs, qu'attendons-nous pour poser clairement cette question? Le temps est peut-être venu de proposer de nouveaux schémas. Est-ce que le fait de supprimer l'accès à Internet (qui doit être considéré comme un droit fondamental) à ceux qui téléchargent illégalement règlera définitivement les difficultés que connaît ce secteur? Posons-nous ces questions sérieusement, la culture ne s'en portera que mieux.

Coralie Wawrzyniak

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

STRASBOURG (J.-L., METZ) : Je suis en désaccord sur un point important avec le communiqué du NPA à propos de la manifestation de Strasbourg. Il néglige la nécessité de se démarquer totalement des hooligans de la politique. Cette violence imbécile est du même ordre que la baston des stades de foot. Il faut que nous défendions le droit de manifestation contre l'Etat répressif mais aussi contre ceux qui empêchent en réalité toute possibilité de mobilisations plus massives. En effet, comment convaincre nos amis, nos familles, nos enfants, nos camarades de travail, nos voisins de palier, les gens qu'on aime, de venir lutter avec nous dans ces conditions? Le droit démocratique à la manifestation est aussi remis en cause par certaines pratiques destructives. Même s'il n'y a pas une symétrie de moyens entre la violence de l'Etat et la violence politique/hooliganesque, il y a une convergence des objectifs. Dans les deux cas, il s'agit de masquer le caractère et la raison d'être de la mobilisation en faisant diversion sur la forme de la confrontation. La radicalité ne pourra jamais se mesurer au nombre de bâtiments incendiés. La présence policière et la brutalité de son intervention vis-à-vis de la manifestation appartiennent

à une stratégie de la tension tout à fait consciente de la part du gouvernement. [...] Notre seule et unique chance c'est d'étendre le rapport de forces et de mettre en cause la légitimité de ce pouvoir. Ce n'est pas avec les hooligans que nous y parviendrons.

TOUT EST À NOUS 1. (J.-Y., GARD) : Je trouve personnellement le nom «Tout est à nous» bien trouvé, et j'ai un argument. Depuis plusieurs décennies, une somme non négligeable de taxes ne sont pas perçues du fait de subtilités habilement recommandées par des revues qui ne se réclament pas exactement de la même manière de voir la politique que le NPA (par exemple, *Capital* [...]). Donc, une petite idée, la récupération de toutes les taxes dues et non payées grâce à de petites astuces du genre délocalisation, externalisation des services, et autres termes modernes qui veulent dire en fait «le pognon c'est nous, les couillons c'est vous». Pour la méthode à employer, il suffit dans un premier temps de citer les hebdomadaires qui font ce genre de publicité, et aussi les entreprises qui envoient des fax à toutes les entreprises en France pour délocaliser

un maximum ou pour conseiller d'ouvrir un compte dans une île lointaine. Dans une seconde étape, je n'ose pas annoncer la méthode que je préconise. Comme ça, à défaut d'avoir à nouveau tout à nous, on pourrait récupérer le vol effectué par les chefs d'entreprises [...].

TOUT EST À NOUS 2. (N., PARIS) : Dimanche matin, en 1 h 30, marché Maison-Blanche, Paris 13^e : huit numéros vendus. De mémoire, jamais nous n'avons vendu autant de *Rouge*. Alors, Bonne continuation!





GAUCHE ANTICAPITALISTE EUROPÉENNE EXPRIMER LA RÉSISTANCE

A l'occasion du contre-sommet de l'Otan et à l'invitation du NPA, une nouvelle conférence de la Gauche anticapitaliste européenne s'est tenue à Strasbourg, les 3 et 4 avril.

De nombreuses organisations politiques ont participé à la conférence de la Gauche anticapitaliste européenne: le Bloco de Esquerda (Portugal), Izquierda anticapitalista (Etat espagnol), Sinistra critica (Italie), Syriza et Antartasia (Grèce), le Parti polonais du travail (Pologne), l'ISL et le RSB (Allemagne), la Gauche anticapitaliste et le Mouvement pour le socialisme (Suisse), la LCR et le PSL (Belgique), le SWP (Royaume-Uni), le Socialistiska Partiet (Suède), L'Interventionistische Linke (Allemagne), le Pore (Etat espagnol), le SP (Royaume-Uni) et le SSP (Ecosse) n'ont pu participer à la réunion et ont envoyé des messages de solidarité. Cette conférence a discuté de la situation internationale et des

prochaines élections européennes. Elle a dénoncé l'imposture du G20, qui prétend «organiser un nouvel ordre mondial» et elle souhaite «déconstruire» toutes les annonces des grandes puissances du FMI. Elle a marqué une approche commune des participants sur le lien unissant les deux événements de la semaine: le G20 et le sommet de l'Otan, qui constituent deux des dispositifs essentiels de la domination impérialiste mondiale. «Ce n'est pas aux peuples de payer la crise, c'est aux capitalistes!» Reprenant ce slogan, la conférence a adopté une déclaration mettant l'accent sur toutes les revendications et objectifs d'un «Plan d'urgence social, écologique, démocratique». Lutte contre les licenciements, pour des augmentations de salaire, pour la défense des servi-

ces publics et de la protection sociale, pour l'harmonisation des droits sociaux par le haut, pour l'éradication des paradis fiscaux et la mise sur pied d'un service bancaire et financier public unifié sous contrôle populaire. Elle a aussi montré que, pour s'attaquer vraiment à la crise, pour définir de «nouvelles régulations», il faut s'attaquer au noyau dur du capitalisme, imposer une nouvelle répartition des richesses et prendre des mesures d'incursion dans la propriété capitaliste. La conférence a aussi fait un tour des résistances sociales à la crise dans chaque pays. Une situation contradictoire se dégage: journées de grève nationale en Grèce, au Portugal, en Italie, en France; mobilisations de sec-teurs du mouvement syndical en Allemagne; grèves au Royaume-Uni mais aussi acceptation, voire

peur, de la crise, où les ouvriers, sous la pression du patronat et de la bureaucratie syndicale, comme à Seat en Espagne, acceptent, par référendum, de bloquer leurs salaires. La crise renforce par ailleurs, dans des pays comme l'Italie ou l'Angleterre, des réactions nationalistes ou xénophobes. Enfin, rappelant que la politique de la Gauche anticapitaliste rejetait tout soutien ou participation à des coalitions sociales-libérales avec les PS et le centre gauche, toutes les organisations ont décidé, pour les prochaines élections européennes, de renforcer leurs liens et de participer à des initiatives et à des meetings communs.

François Sabado



Strasbourg, vendredi 3 avril. Le meeting de la Gauche anticapitaliste européenne a rassemblé 800 personnes. (Taous)



« OUVRIRE LE DÉBAT D'ORIENTATION »

A la suite du congrès de fondation, un courant politique a décidé de se constituer au sein du NPA. « Tout est à nous! » lui ouvre ses colonnes.

Fort de l'écho qu'il rencontre, le NPA ne peut se contenter de soutenir les luttes et de s'affirmer sans fournir aussi une réponse politique, la plus unitaire possible, face à la crise du capitalisme, au gouvernement et aux impasses sociales-libérales. Lors du congrès de fondation, nous avons fait partie de la «sensibilité» qui s'y est progressivement affirmée, regroupant environ un cinquième des votes. La question des élections européennes cristallisait un débat essentiel: la nécessité d'un front unitaire, dans les luttes comme dans les élections, sur la base d'une alternative anticapitaliste. Lors de sa première réunion, une majorité de la direction du NPA (le CPN) a décidé de mettre fin aux discussions unitaires. Le Parti communiste a, quant à lui, refusé d'élargir à d'autres composantes son accord de sommet avec le Parti de gauche. Plusieurs forces politiques (La

Fédération, Les Alternatifs, Ecologie radicale) et de nombreux militants et électeurs ne retrouveront donc pas la dynamique unitaire attendue. Malgré l'affirmation du congrès en faveur d'un rassemblement unitaire, le NPA n'a réalisé l'unité avec personne. Il est urgent de relancer, au sein de la gauche de gauche, discussions et initiatives unitaires, si nous voulons que la riposte sociale s'accompagne du début d'une alternative politique. Un accord et des campagnes communes seraient possibles autour de mesures telles que: le contrôle public des banques, l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements, le redéveloppement des services publics... Cela permettrait de surmonter une division préjudiciable aux salariés dans la situation d'urgence actuelle, créerait une dynamique populaire et poserait le débat sur l'alternative à construire face au pouvoir et au social-libéralisme. Il faut aussi clarifier les questions apparues lors du congrès, aussi bien sur la coexistence de différentes orientations stratégiques que les pratiques démocratiques internes. Des débats inache-

vés vont déterminer, dès maintenant, l'avenir de notre parti: l'unité pour battre la droite; les rapports entre mouvements, syndicats et partis; le rôle des élections et l'intervention dans les institutions; la question d'un gouvernement réalisant les premières ruptures avec la gestion du capitalisme. C'est fondamentalement le projet du NPA qui est questionné: se contente-t-il de l'arc des forces rassemblées en son sein, ou bien se conçoit-il comme un levier vers un rassemblement plus large et pluraliste? Un parti est inmanquablement traversé de nombreux débats. La confrontation d'arguments sur ses orientations est le signe d'une vigueur démocratique indispensable. Nous appelons celles et ceux qui se retrouvent dans notre démarche à une première réunion nationale, les 16 et 17 mai, à Paris. Nous y déciderons du contenu et des modalités de constitution d'un courant s'inscrivant dans les cadres de fonctionnement du parti.

Yann Cochin et Danièle Obono
(comité exécutif du NPA)

• Contact: lecourant.npa@gmail.com

S'ABONNER

Abonnements par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

.....

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

.....

N° DE COMPTE

.....

CLÉ RIB

.....

DATE:

SIGNATURE:

.....

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM	
L'hebdo	6 mois 1 an
	28 euros 56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois 1 an
	50 euros 100 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	
	6 mois 1 an
	20 euros 40 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	
	6 mois 1 an
	38 euros 76 euros
Abonnement à la revue mensuelle	
	6 mois 1 an
	22 euros 44 euros
ÉTRANGER	
L'hebdo	6 mois 1 an
	45 euros 90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois 1 an
	65 euros 130 euros



Manifestants **PIÉGÉS**

La stratégie des autorités, décidées à empêcher le bon déroulement de la manifestation autorisée contre le sommet de l'Otan à Strasbourg, a été appliquée avec zèle par les forces de l'ordre. Des milliers de manifestants ont rallié avec difficulté le point de départ, tant les forces de l'ordre bloquaient les axes pour s'y rendre. Des manifestants allemands, arrivant à pied par le pont de l'Europe, ont été empêchés de rejoindre la manifestation. Des bus de manifestants ont été également bloqués.

Vers 13 heures, à proximité du point de départ, des bâtiments sont incendiés : personne n'intervient. Vers 14 heures, des salves de lacrymogènes arrosent le site, la

manifestation se met en route au pas de course sous la menace de nouvelles salves et d'une charge de police. Le parcours, proche du quartier populaire du Neuhof, largement raccourci, a mené les manifestants tout droit dans une souricière, entre les CRS et des autonomes entrés en guérilla contre la police et tout ce qui représente l'Etat. La police, qui n'a pas été avare en matraquages, a canardé le cortège de lacrymogènes et de tirs de flash-balls. Malgré ces conditions, des milliers de participants ont réussi à faire exister cette manifestation et à faire entendre le refus de l'Otan et de la guerre.

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



Strasbourg, samedi 4 avril. Un cortège du NPA tentant de rejoindre le point de départ de la manifestation. (TAOUS)

POMPIERS DE L'YONNE

Les pompiers professionnels de l'Yonne viennent de faire dix-sept jours de grève administrative pour réclamer les moyens de remplir leurs missions. Pierre Bordier, président du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), par ailleurs sénateur et conseiller général UMP, a cherché dans sa poche de gauche tous les moyens possibles pour faire des économies avec les pompiers. Pourtant, en session du conseil général, il trouvait dans sa poche de droite 400000 euros, comme cadeau du département à l'entreprise Senoble (produits laitiers). Une somme destinée à la construction d'un laboratoire devant créer « cinq ou six emplois très qualifiés », selon le président du conseil général. Un coup de pouce dont Marc Senoble avait bien besoin, lui qui a racheté la société ETC (1300 salariés) puis Bergamin et qui vient de s'approprier en totalité le groupe financier 3i. Le plus étonnant c'est qu'il ne s'est pas trouvé un seul élu pour s'opposer à cette décision.

RÉVOLTE DE LA JEUNESSE CORSE

Suite au déroulement du procès Colonna, un sentiment de révolte, largement partagé au sein de la jeunesse corse, a donné lieu à des mobilisations spontanées. Dès le jour du verdict, les gardes mobiles ont été déployés contre des lycéens et collégiens à Bastia. Il y a eu donc volonté délibérée de l'appareil d'Etat d'envenimer une situation déjà très tendue. Cette semaine, un manifestant de 14 ans s'est retrouvé dans le coma à la suite d'un tir tendu le visant. Le pôle indépendantiste, les associations de prisonniers politiques, les syndicats étudiants et le STC ont appelé à une manifestation, samedi 4 avril, contre les violences policières. C'est tout naturellement que les militants anticapitalistes d'A Manca-NPA ont défilé en solidarité avec la jeunesse corse. Après un appel à la dislocation, les premiers affrontements ont eu lieu. C'est le mal-être et la révolte d'une jeunesse corse victime d'une double oppression, capitaliste et coloniale, qui se sont exprimés.

LES FONDEURS DE SBFM MOBILISÉS

Dans l'attente d'un repreneur, les salariés de la SBFM (Morbihan) restent mobilisés. « La SBFM est à vendre mais pas à solder » titrait le tract d'appel à l'initiative de solidarité du samedi 4 avril, organisée par la CGT. La grève victorieuse contre le plan de licenciement de l'ancien actionnaire doit servir de leçon pour les futurs patrons prévient les fondeurs. Près de 3000 personnes sont venues apporter leur soutien et écouter les nombreux groupes de musique. Parmi eux, Bernard Lavilliers avait fait le déplacement. Dans l'après-midi, un débat organisé en présence de Bernard Thibaut, a été suivi par près de 900 personnes. Interpellé sur les suites à donner aux puissantes mobilisations des salariés lors des deux grandes journées de grève, Thibaut a indiqué que, si la mobilisation était encore plus forte le 1^{er} mai, on pourrait tous aller s'acheter de bonnes paires de baskets pour fouler à nouveau le pavé. Allons-nous attendre les soldes d'été ?

LE CHIFFRE

500

Les dirigeants du G20 ont décidé de tripler le budget du Fonds monétaire international (FMI) en lui attribuant 500 milliards de dollars supplémentaires. Il lui donne une mission de vigie « loyale et franche » du capitalisme mondial. Les prêts faits par le FMI aux pays dans le besoin seront toujours conditionnés au suivi de recommandations. Une récompense bien méritée pour cette institution, grande artisanne de l'ultra libéralisme et de la dérégulation. Les pays pauvres du monde, dont les économies ont été dévastées par des « plans d'ajustement structurels » imposés, ne faisaient pas partie du jury.

TASER SORT SA MITRAILLETTE

On ne finira donc jamais de parler de Taser et de leurs bonnes idées. Après le Taser 3.0 qui « relie les neurones des policiers à un système de vidéosurveillance géolocalisé », la société lance sa nouvelle trouvaille, Shockwave, la mitrailleuse électrique. Evidemment, cette nouvelle arme va sauver des vies, comme toutes les autres, puisqu'en appuyant sur un simple bouton, on fait tomber au sol n'importe quelle personne dangereuse située dans une zone définie en lui projetant des électrodes. Ce « shockwave » est modulable. On peut se contenter des six électrodes ou les combiner avec d'autres, histoire de bien couvrir une zone étendue, par exemple, au hasard, un groupe de manifestants. Si le pistolet Taser est dangereux, que dire de cette mitrailleuse ? Ils n'arrêtent pas le progrès... et ce progrès met nos vies en danger.

ENTRE CHARIA ET MISSILES US

Après la diffusion d'une vidéo montrant une femme fouettée par plusieurs hommes, un porte-parole des talibans de la vallée du Swat (nord-ouest du Pakistan) a déclaré « la punition pour un tel crime est normale mais nous n'approuvons pas la procédure qu'ils ont adoptée. La punition par le fouet doit être effectuée dans une pièce fermée ». Dans cette zone, la charia a été adoptée, en février 2009, en échange d'une trêve dans le conflit avec l'armée pakistanaise. Les cours de justice ont été remplacés par des tribunaux islamiques. De nombreuses manifestations de femmes ont eu lieu au Pakistan contre cette instauration. C'est aussi dans cette région du nord-ouest, que les militaires américains tirent quotidiennement des missiles, faisant des victimes civiles. Les fondamentalistes se vengent en faisant d'autres victimes civiles. Les populations sont prises dans un étau. La « guerre contre le terrorisme » dirigée par le États-Unis ne fait qu'encourager le fondamentalisme religieux.

NO COMMENT
L'UMP sort un carton rouge aux responsables politiques du PS, du Modem, qui, à force de courir derrière Monsieur Besancenot qui n'est autre que la vitrine légale des casseurs, sont en train d'inciter matin, midi et soir, à la violence dans notre pays. FRÉDÉRIC LEFEBVRE, CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'UMP, 6 AVRIL 2009

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr